

Bulletin d'histoire politique

L'Opération McGill français. Une page méconnue de l'histoire de la gauche nationaliste

Jean-Philippe Warren



Volume 16, Number 2, Winter 2008

Les mouvements étudiants des années 1960

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056138ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056138ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Warren, J.-P. (2008). L'Opération McGill français. Une page méconnue de l'histoire de la gauche nationaliste. *Bulletin d'histoire politique*, 16(2), 97–115.
<https://doi.org/10.7202/1056138ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

L'Opération McGill français. Une page méconnue de l'histoire de la gauche nationaliste

JEAN-PHILIPPE WARREN
Université Concordia

As long as McGill remains the way it is, an increasing number of Quebecers will regard it as a menace to their development and an obstacle to their liberation.

STANLEY GRAY¹

Il est curieux que la plus formidable manifestation du Québec de l'après-guerre soit restée si peu étudiée des historiens. En mars 1969, après la vague d'occupations des cégeps de l'automne précédent², des étudiants avaient en effet décidé de radicaliser leurs luttes en s'attaquant à un symbole de l'establishment anglo-saxon, l'Université McGill, qu'ils voulaient intégrer davantage à la société québécoise. Cette marche, organisée quelque six mois avant celle contre le Bill 63, s'inspirait de l'idéologie parti-priste alors en vogue, laquelle définissait le Québec comme une colonie à la fois du point de vue économique et politique. Le moment était propice. Les ouvriers francophones du Québec venaient d'apprendre, grâce à la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, qu'ils occupaient le dernier échelon salarial au Canada, juste devant les Italiens et les Indiens. Les nationalistes avaient été chauffés à blanc par les événements de Saint-Léonard de la saison passée. Quant aux étudiants des cégeps, des spécialistes en éducation leur annonçaient qu'il n'y aurait pas assez de places à l'Université de Montréal pour les recevoir tous à l'automne. Cela explique que des jeunes aient choisi McGill pour cible : elle était riche, anglaise et élitiste. En elle se rejoignaient les trois cris des groupes étudiants de l'époque : McGill aux ouvriers, McGill français et université populaire.

MCGILL AUX QUÉBÉCOIS

L'Opération McGill offre quelque similitude avec l'Opération Murray Hill, organisée en octobre 1968. Fruit de la collaboration entre le Front de libération populaire (FLP), le Comité Indépendance-Socialisme (CIS) et le Mouvement de libération du taxi (MLT³), l'Opération Murray Hill avait beaucoup profité de la participation de nombreux étudiants venus manifester leur appui aux chauffeurs de taxi afin de dénoncer le monopole oppresseur de la compagnie Murray Hill. Des élèves des cégeps et des facultés de l'Université de Montréal (surtout de la faculté de philosophie), parmi « les plus actifs et les plus radicaux qui participèrent aux occupations⁴ », s'étaient dirigés par petits groupes au Centre social de l'Université de Montréal pour y rejoindre les chauffeurs de taxi en grève contre leur employeur anglophone et y entendre le discours, entre autres, de Louis Gendreau, membre de l'exécutif de l'Union générale des étudiants du Québec (UGÉQ). Andrée Ferretti, du FLP, s'adressa aussi à la foule pour lui faire comprendre l'importance de renforcer la solidarité entre étudiants et ouvriers en menant des actions d'éclat violentes. Pour elle, la manifestation contre Murray Hill pouvait servir de point de départ à ce genre d'actions révolutionnaires directes⁵. « L'événement est lourd de sens. Pour la première fois peut-être, étudiants et travailleurs luttent ensemble⁶. » Après ces discours, les 2 500 étudiants s'engouffrèrent dans près de 500 taxis en direction de l'aéroport international de Montréal. Les voitures furent stationnées de façon à bloquer l'accès au terminal et les protestataires marchèrent jusqu'aux édifices au cri de « Murray Hill au poteau ». Ils furent accueillis par 150 officiers de la gendarmerie royale. Des heurts éclatèrent avec les forces de l'ordre, des voitures furent renversées et incendiées, le garage de la Compagnie Murray Hill fut assailli. De retour au centre-ville, les émeutiers brûlèrent deux limousines et un autobus appartenant à Murray Hill et saccagèrent le poste de taxi.

Cette manifestation avait permis aux militants d'apprendre les techniques d'un activisme professionnel, incluant les volées de cocktails Molotov. C'est dans un esprit de confrontation un peu semblable que l'on pensa à organiser une manifestation anti-McGill⁷, le 28 mars 1969. Cela faisait quelque temps que des étudiants de McGill, grands lecteurs de Régis Debray et admirateurs de Che Guevara, avaient pris conscience du caractère colonial de leur institution. « *Queen Victoria is dead*, écrivait l'un d'eux en 1967, *and McGill can no longer function as an isolated English-Canadian Bastion, run by English-speaking financiers to produce English-speaking businessmen*⁸. » La situation était tendue, entre autres, à cause de « l'affaire Gray », un jeune professeur de science politique de 24 ans qui menait, à la manière du SDS américain,

une bataille contre le caractère despotique de l'administration universitaire. Il avait formé un groupe d'environ 150 personnes (étudiants et professeurs), appelé, de manière révélatrice, la Students for a Democratic University (SDU) le 23 novembre 1967. Ce groupe allait être à l'origine de nombreuses provocations contre l'establishment. Le 24 janvier 1969, par exemple, Gray avait interrompu une réunion du Sénat et, trois jours plus tard, une réunion de l'Assemblée du Conseil des gouverneurs aux cris de « Révolution », « Vive le Québec socialiste », « Vive le Québec libre ». Ces « actions directes », accomplies en dehors des cadres de l'autorité établie, visaient à radicaliser la vie étudiante. Au même moment, les leaders de l'association étudiante (Robert Hajaly, Peter Foster et Ian Hyman), forts d'un budget de 250 000 \$, cherchaient à fomenter une révolution en engageant une sorte de guérilla scolaire. Quant au *McGill Daily*, sur le comité éditorial duquel siégeait Stanley Gray, il n'était pas moins actif à stimuler l'engagement politique de la communauté universitaire⁹.

Le journal étudiant soulignait que, sur le Conseil des gouverneurs, on ne retrouvait aucun francophone mais plusieurs représentants de la grande bourgeoisie anglo-saxonne. « Les intérêts des hommes qui siègent au conseil d'administration de McGill entrent en conflit direct avec ceux de la CSN et de la FTQ. Les intérêts du Pentagone entrent en conflit avec les valeurs que défendent en Asie, en Afrique, en Amérique latine ou au Québec, les divers mouvements de libération nationale¹⁰. » Quand l'Université McGill avait remis un doctorat *honoris causa* à John Ross Bradfield, directeur de Noranda Mines, un sénateur étudiant suggéra plutôt Jean-Paul Sartre, Herbert Marcuse ou Michel Chartrand. Pourquoi donc, demandait-il, honorer la carrière d'un homme ayant servi les intérêts d'une compagnie impérialiste et réactionnaire ? Cette décision constituait un autre indice de l'alliance de McGill avec la haute finance anglo-saxonne¹¹. « *The only sure thing about the Board is its composition and the interests it represents : big – very, very big – money*¹². » Plus tard, en octobre 1969, six des huit représentants étudiants au Sénat de l'Université McGill démissionneront afin de protester contre l'alliance de leur université avec les puissances colonialistes économiques qui perpétuaient à leurs yeux l'exploitation du peuple québécois. « Nous passons à l'action, affirmeront-ils. McGill français, McGill aux Québécois. Vive le Québec libre¹³. »

Outre les étudiants de McGill réunis au sein du Radical Students Alliance, l'organisation anti-McGill fut préparée par un grand nombre d'autres groupes, dont le Comité Indépendance-Socialisme, les Comités d'action des cégeps (Ahuntsic, Bois-de-Boulogne, de Mortagne, Édouard-Montpetit, Maisonneuve, Rosemont, Vieux-Montréal), les Comités ouvriers de Rosemont et Sainte-Marie, le Comité d'action de l'Université de

Montréal, le Comité d'action école normale Ville-Marie, le Front de libération populaire (FLP), les Intellectuels et ouvriers patriotes du Québec, le Mouvement pour l'unilinguisme français au Québec, la Société nationale populaire, le Mouvement pour l'intégration scolaire (MIS) et le Mouvement syndicat-politique (MSP), l'Université libre d'art quotidien, l'Université du Québec (section Sainte-Marie), l'Union générale des étudiants du secondaire, etc. Dans cette liste, deux organisations furent plus importantes que les autres : le MIS¹⁴ et le MSP¹⁵. L'Opération McGill français permettait ainsi la rencontre du mouvement étudiant, du mouvement socialiste et du mouvement nationaliste. S'il y a un lien entre la cause étudiante et la cause ouvrière, on répétait qu'il y avait aussi « un lien interne entre la libération de l'école et du Québec¹⁶ ». Le slogan McGill français semblait par conséquent une autre manière d'unir les étudiants et les travailleurs, et c'est sans doute pourquoi ce cri de ralliement l'a emporté sur tous les autres. « *McGill is one institution which should be converted to French*, arguait Raymond Lemieux. *The university should be for the people of Quebec. [...] For the first time we are hitting at the real core of domination, the fascist university and its Anglo-American supporters*¹⁷. »

Pour les militants, les principaux griefs à l'égard de la prestigieuse université de langue anglaise se déclinaient comme suit : cette université se contentait d'être localisée au Québec, alors elle devait désormais servir les intérêts du Québec ; elle était contrôlée par des corporations capitalistes responsables de l'oppression culturelle et économique de la majorité francophone ; elle était extrêmement riche, mais cette richesse avait été acquise en s'alliant aux capitalistes qui pompaient la richesse de la province et exploitaient les travailleurs francophones ; il y avait trois institutions anglophones d'enseignement supérieur à Montréal (McGill, Loyola et Sir George Williams), alors qu'il n'existait qu'une seule université francophone ; seulement 7 % des étudiants inscrits à McGill avaient le français comme langue maternelle, en incluant dans ce chiffre les étudiants belges et français, alors que la population de langue française du Québec s'élevait à 82 % ; les étudiants de langue anglaise constituaient 42 % des inscriptions universitaires au Québec, alors qu'ils ne formaient que 18 % de la population provinciale ; McGill maintenait une politique d'admission qui requérait une moyenne générale de 65 % des gradués des cégeps, et seulement de 50 % de ceux ayant déjà réalisé une année chez elle, alors que les cours dispensés au cégep étaient souvent plus avancés que ceux offerts en première année à McGill.

Loin d'être des constatations farfelues et marginales, on peut dire que ces impressions rejoignaient celle d'une bonne part de la population québécoise, et ce, même parmi la minorité anglophone. Un ancien diplômé de

McGill, le docteur A. J. Roche, affirmait dans une lettre envoyée à *The Gazette*, que McGill « *has done virtually nothing to improve the understanding by the English of the culture, the problems, or the aspirations of French-Canadians* ». « *McGill has always and only educated those destined to live in the English ghetto of Quebec*¹⁸. » Il allait jusqu'à proposer d'intégrer McGill au sein de la future Université du Québec afin de favoriser un plus grand bilinguisme de l'institution et d'imposer des examens de français obligatoires avant d'accorder des diplômes aux gradués de McGill¹⁹. Chez les étudiants de l'Ouest de l'île, un bon nombre semblent aussi avoir partagé l'impression propagée par les disciples de Stanley Gray que leur *alma mater* s'était constituée en ghetto et se devait de reprendre contact avec la réalité québécoise francophone. Un collaborateur du *Canadian Jewish Outlook*, écrivait pour sa part : « *Even today, McGill's ingrown faculty and its exclusive Anglo-Saxon tradition continue to serve as a WASP refuge from the French Fact. [In] 148 years McGill has not basically changed, nor has the English-Quebec society of which it forms a part. McGill has failed to adapt itself to the new Quebec that has emerged in recent years; McGill still remains to French Canadians as a prime instrument of domination*²⁰. » Des étudiants de McGill souhaitaient donc une plus grande intégration de McGill à la vie française de la province. Harry Edel ne comparait-il pas les anglophones de Montréal à la minorité blanche de Rhodésie ? Et Ben Jurhevski ne dressait-il pas un parallèle entre l'administration de McGill et les pieds noirs d'Algérie partisans de l'OAS²¹ ?

Pour préparer l'Opération McGill, une édition spéciale du *McGill Daily* fut publiée à 100 000 exemplaires²² une semaine avant la marche. La Students' Society ayant finalement refusé d'accorder l'argent nécessaire à sa publication, de peur d'envenimer encore davantage un climat tendu, l'équipe des rédacteurs dû trouver les 1500 \$ nécessaires à la dernière minute (ils semblent avoir été aidés par des AGE des cégeps de la région de Montréal). Accompagné par une affiche placardée un peu partout (sur laquelle on pouvait voir une cible de tir avec, au centre, le simple mot « McGill »), le document de huit pages, intitulé *Bienvenue à McGill*, était entièrement rédigé en français. Distribué à travers la province par des étudiants et des membres des cellules syndicales (dont, au premier chef, celles de la CSN), il attaquait les élites dirigeantes du Québec en énonçant clairement ses couleurs : aux yeux des rédacteurs, les Québécois étaient exploités à la fois culturellement et économiquement, avec pour conséquence que la démocratisation et la francisation de McGill s'inscrivaient dans une double lutte de libération. « McGill est au service des élites étrangères qui, depuis 200 ans, contrôlent le Québec. [...] Les entreprises avec lesquelles McGill entretient des relations ne font pas qu'exploiter les ouvriers : elles ont avec le Québec les mêmes rapports

que la “United Fruit” avec les républiques de bananes d’Amérique latine²³. » Pour mieux faire passer ce message, les éditeurs avaient inséré en première page le manifeste du Comité des étudiants de McGill, et en dernière page le poème *Speak White* de Michèle Lalonde.

Sachant, de par notre expérience immédiate, que McGill est au service des monopoles anglo-américains et que ceux-ci travaillent contre les intérêts du peuple québécois nous publions ce journal pour faire savoir au peuple québécois ce que nous connaissons du véritable rôle de McGill. Nous le publions en appui à la manifestation du 28 mars, l’opération McGill, et, de là, nous nous joignons aux revendications des étudiants et travailleurs.

McGill FRANÇAIS

McGill aux QUÉBÉCOIS²⁴

DES ANARCHISTES AUX PORTES DE MCGILL

Devant de telles accusations et de telles ambitions, il était à prévoir que les alliés de McGill ne demeurent pas muets ou inactifs très longtemps. Les organisateurs de l’Opération parlaient d’un rassemblement possible de 5 000 personnes, un chiffre mirobolant quand la plupart des manifestations n’avaient attiré jusque là que quelques centaines de militants. Il fallait désamorcer les propos les plus explosifs afin d’éviter les pires dérapages le soir du 28 mars. Le premier ministre Jean-Jacques Bertrand ayant refusé d’interdire la manifestation, arguant qu’elle était, malgré son message chauvin et hostile, l’expression libre d’un sentiment populaire, il ne restait d’autres choix aux adversaires du MIS ou du MSP que de montrer la vacuité des prétentions des meneurs. Dans les revues et journaux, on retrouvera ainsi trois grandes réponses aux revendications des étudiants radicaux, à savoir une réponse socialiste, une réponse libérale et une réponse réformiste.

Les socialistes de stricte obéissance s’opposaient à la marche parce qu’elle divisait la contestation de l’ordre établi selon des clivages ethniques. Par exemple, l’équipe tout nouvellement élue de la Students’ Society, autrement très critique de l’administration, refusait d’endosser une démonstration qui braquait des Québécois contre d’autres Québécois, et non pas une classe contre une classe. « *They [les organisateurs] have failed to focus attention on the progressive transformation of Quebec*²⁵. » On retrouve une attitude semblable du côté des Internationalists, un groupe maoïste de McGill, pour qui les discours nationalistes sont invariablement fascistes²⁶.

Les esprits libéraux contestaient eux aussi les accusations lancées par les organisateurs de l’Opération McGill. Robert Shaw, un vice-recteur, ne mâchait pas ses mots lors d’un discours prononcé le 24 mars devant l’Association

du barreau de Montréal. Son université subissait une attaque « *from Stanley Gray and his revolutionaries; from Lemieux and his Ligue pour l'Intégration scolaire; from Chartrand and his violent separatists; from the taxpayers who foot the bills; from restless youth who demand change in society*²⁷ ». Il ne faisait guère de doute, dans son esprit, que les cégépiens avaient l'intention de renverser la société en commençant par la destruction de McGill (« *to destroy society through the destruction of McGill* »). Le même jour, Wilder Penfield faisait part d'une semblable inquiétude, sinon d'une semblable colère. « *A small group of disrupters are entering the [university] gates. [...] They bypass orderly procedure. They interrupt, block, demand and destroy. It comes at times to anarchy. [...] They are destroyers, anarchists, public enemies, although they commonly use the language of communism*²⁸. » Comparant Stanley Gray à Adolphe Hitler, il finissait son discours en brandissant la menace de la fin de la civilisation²⁹.

Plutôt que de jeter de l'huile sur le feu, les autorités académiques de McGill tentèrent de calmer le jeu en promettant des réformes afin de faire une plus grande place au français dans la recherche, l'administration, les cours. Michael Oliver proposait que, tout en continuant d'être une institution d'abord anglaise, McGill puisse assurer « *a strong and flourishing French presence among both its staff and students*³⁰ », ce qui incluait une hausse des inscriptions des étudiants francophones de 7 % à 20 % d'ici 1974, l'adoption d'une politique du bilinguisme pour l'administration et l'incorporation de cours en français dans chaque faculté. Laurier Lapierre, professeur d'histoire, favorisait, d'ici une douzaine d'années, une forme de bilinguisme formel, les cours étant dupliqués en français dans les départements et facultés³¹. H. Locke Robertson, le recteur, refusait de s'engager aussi loin mais ouvrait tout de même la porte à une offre de cours optionnels en français. Il appuyait l'idée de rendre bilingue l'administration, de permettre les examens en français, d'accroître la coopération avec les autres établissements francophones, d'encourager la recherche sur le Canada français et maintes autres initiatives du même genre. Oui, *the times they are a changing*. « *Propositions that would have seemed absolutely outrageous a few years ago, philosophait-il, now seem quite reasonable – some of them even a little studdy*³². »

La plupart des journalistes, tant francophones qu'anglophones, prennent leur distance avec l'organisation de la marche. Dans les journaux francophones, les éditoriaux sont, en règle générale, loin d'être sympathiques à la manifestation du 28 mars. Lucien Langlois, du *Montréal-Matin*, déclarait fuir ce « nouveau dogmatisme » et ce « terrorisme intellectuel³³ ». Claude Ryan, du *Devoir*, choisissait l'attitude d'un Laurier Lapierre contre celle de Stanley Gray³⁴. Des médias parlaient de la soif de violence et d'anarchie des organisateurs, ce qui alimentait un climat de panique. « *The Canadian public was*

*being inured to expect hoardes of rabid separatists burn McGill to the ground*³⁵ ». Un journaliste anglophone craignait une répétition, en pire, des événements de Sir George Williams. La marche du 28 mars promettait d'attirer « *every riffraff, every hoodlum itching for a fight*³⁶ ». Le *Ottawa Citizens* annonçait en une : « Troops Stand By ». Le *Toronto Star* : « Police Set for Riot ». Le *Edmonton Journal* : « Montreal Watches a Tense McGill in Fear ». Le *Toronto Telegram* : « McGill Threat : Mounties Move In ». Certains affirmaient que McGill s'apprêtait à mettre des barrières de fils barbelés autour du campus pour protéger les bâtiments contre les meutes nationalistes. Une rumeur circulait selon laquelle le premier ministre du Québec avait demandé à l'armée canadienne de se maintenir sur un pied d'alerte³⁷. Au moment d'une recrudescence des attentats felquistes (dont la super-bombe sur le parquet de la Bourse de Montréal), Bertrand et Lesage lançaient des appels au calme contre ce que certains percevaient être un rapide « glissement vers l'anarchie³⁸ ».

Vous voulez vous défouler ? Et vous ne savez pas comment ? Pauvre journaliste, va ! Il ne sait pas encore comment se démocratiser ! C'est simple pourtant et voici ma petite suggestion : rangez-vous derrière la bannière de Stanley Gray ; bourrez-vous les poches de cailloux et ajoutez-y un cocktail molotov ou deux pour corser le plaisir. Le 28 mars prochain sera le grand jour du défoulement anticapitaliste à ce que j'apprends par la chronique abondante et quotidienne des journaux³⁹.

Devant ce qui promettait de nourrir une escalade de la violence, maints observateurs plus modérés disaient mépriser une marche qui risquait d'aboutir à des affrontements inutiles.

DE QUEL CÔTÉ FRAPPE LA RÉPRESSION ?

It's an irrational racist act that cannot be justified. But it can be understood. It's a reaction to English racism.

MARK STAROWIZC, AU MOMENT DE L'OCCUPATION
DES LOCAUX INFORMATIONS DE MCGILL PAR
LEMIEUX ET SES ACOLYTES LE 3 DÉCEMBRE 1968⁴⁰.

Il est vrai qu'il semble exister, à l'intérieur de l'Opération McGill, un groupe plus déterminé et plus clandestin, qui ne cachait pas sa soif d'affrontements. Les actions entreprises par le MIS depuis sa fondation se confinaient dans les cadres de la légalité, et Stanley Gray avait d'abord milité dans le mouvement pacifiste, pour qui la non-violence constituait un principe inviolable. Mais il semble que, en cette époque de radicalisation felquiste, des

individus ont, par provocation ou par conviction, fait paraître des sentiments menaçants. « *There are those, definitely*, explique un étudiant de l'Université de Montréal, *who are going there to burn the university*⁴¹. » Le MSP, entre autres, ne se gênait pas pour affirmer que la prise de conscience politique passait par des conflits brutaux avec les forces de l'ordre. La xénophobie de quelques leaders nationalistes n'aidait en rien à calmer les esprits. Les propos de Mario François Bachand, membre du CIS, étaient tout sauf tendres à l'égard de la minorité anglophone du Québec, évoquant la possibilité de les éliminer *manu militari* ou de les forcer à émigrer s'ils s'entêtaient à parler leur langue maternelle ailleurs qu'à la maison⁴². La tentative, par l'UGEQ, de « changer l'atmosphère de la marche » la veille de la journée fatidique lors d'une rencontre avec les étudiants des cégeps, révèle l'énerverment des organisateurs qui craignaient quelques fâcheux dérapages. Le bulletin *La Victoire*, publié par une supposée cellule du FLQ, prédisait le pire. La population était alarmée par des déclarations incendiaires. Les « enragés et enragées » de l'Opération McGill, inspirées par la « méthode SDS », entendaient « mobiliser la population contre les écœurants⁴³ ». Pour éviter que la protestation ne dégénère, les leaders avaient convenu de confier le maintien de l'ordre à deux cents étudiants munis de brassards qui auraient pour tâche de contenir l'ardeur des plus radicaux.

Pourtant, confrontés au « caractère répressif et violent de l'État québécois », les organisateurs craignaient davantage, en fait, la provocation et la répression de la police que les actes criminels de leurs troupes. « Il ne fut jamais question de violence dans les préparatifs de la marche, confiait Roger Laporte, étudiant au cégep Saint-Ignace, et le climat qui règne actuellement a été créé par les autorités⁴⁴. » Filatures, perquisitions et arrestations se multipliaient. Les volontaires qui distribuaient des tracts de la manifestation étaient embêtés et harcelés⁴⁵. Le 18 mars, des militants qui revenaient d'une réunion préparatoire furent arrêtés (dont Stanley Gray, Gilles Dostaler, Mark Starowicz et Robert Chodos). Le 21 mars, c'était au tour de Mario François Bachand et Daniel Waterlot d'être incarcérés après avoir été accusés d'avoir saisi du matériel appartenant à la police⁴⁶. John Fekete, un étudiant radical de McGill, soupçonné de cacher des explosifs dans son logement, fut aussi embarqué après que la police eut découvert chez lui un gramme de marijuana.

Cela n'empêcha pas des assemblées d'avoir lieu afin de mieux faire connaître l'Opération McGill français. Y participèrent, entre autres, Stanley Gray, Michel Chartrand, Raymond Lemieux et Marcel Chaput. Lors de ces réunions, Gray insistait sur le caractère raciste de l'université McGill, Lemieux sur son intégration au système capitaliste, Chaput sur son isolement, comparable à la Bastille⁴⁷, et Chartrand sur des policiers qui agissaient

comme les troupes SS de Hitler⁴⁸. Pendant des semaines, Stanley Gray et Raymond Lemieux firent aussi la tournée des cégeps afin de convaincre les étudiants qu'ils n'avaient d'autre choix que de s'inscrire l'année suivante à McGill, compte tenu du manque de place à l'Université de Montréal. Gray ne manquait pas une occasion de rappeler que McGill était financée par l'État, et donc par les payeurs de taxe francophones, alors que sa recherche était organisée en fonction des intérêts et des besoins des grandes corporations anglo-saxonnes. « *The minimum that the University would have to do would be to immediately begin accepting graduates from French cegeps and give them instruction in their own language – and this as a transition step to McGill becoming integrated into Quebec society and becoming a French institution*⁴⁹. » Pour faire pression sur l'Université, les 10 000 cégépiens qui allaient graduer à l'automne étaient encouragés à s'inscrire à McGill et à submerger, pour ainsi dire, les inscriptions anglaises. Ainsi, Ian Hyman, convaincu que « les Canadiens anglais sont racistes » et que « l'Université McGill ne sera jamais une université québécoise », invitait, lors de l'Opération Admission des étudiants des cégeps, les Québécois francophones à faire de McGill une institution au service de l'ensemble de la population⁵⁰. Pour rassurer les cégépiens et tenter de contrer la propagande des militants, le ministre Jean-Guy Cardinal avait bien émis un communiqué dans lequel il assurait que les trois campus de l'Université du Québec, nouvellement créés, allaient permettre amplement d'absorber le surplus d'inscriptions à l'automne. Mais, serait-elle sérieuse, la promesse de transformer « trois ou quatre taudis du bas de la ville⁵¹ » en locaux de la deuxième université de langue française de Montréal n'avait rien pour enthousiasmer les jeunes étudiants qui convoitaient la plus prestigieuse institution d'enseignement au Canada.

Les organisateurs de la manifestation formulaient leurs revendications en sept points :

1. Financée par l'État francophone (on affirme que les universités anglophones recevaient 30 % du total des subventions accordées aux universités québécoises, alors que la population non-francophones s'élevait à 17 %⁵², et que les anglophones occupaient 42 % des places dans les universités québécoises⁵³), on désirait que l'enseignement soit donné en français à McGill, surtout qu'on redoutait des retards dans la création d'une deuxième université francophone à Montréal. On réclamait donc une francisation progressive de l'université (50 % en 1969-1970, 75 % en 1970-1971 et 100 % en 1971-1972).
2. Acceptation d'une partie des 10 000 cégépiens dès l'année académique qui commençait en septembre 1969, et ce d'autant plus que le quart

- des inscrits de McGill venait de l'extérieur de la province et que la moitié de ses diplômés s'en allait faire carrière à l'extérieur du Québec.
3. Politique de parité des frais de scolarité avec l'Université de Montréal (200 \$) en attendant la gratuité scolaire (on assure que les frais de scolarité plus élevés à McGill empêchaient les élèves moins bien nantis de s'inscrire à ses programmes).
 4. Abolition du Centre d'études canadiennes-françaises qui scrutait les Québécois comme des indigènes (établi en 1963, le Centre reproduisait la structure des centres qui existaient déjà, comme le Center for East Asian Studies).
 5. Ouverture de la bibliothèque McLennan au grand public (celle-ci contenait la plus importante collection d'œuvres canadiennes-françaises du Québec).
 6. Priorisation des intérêts nationaux dans la recherche.
 7. Représentation tripartite au Conseil des gouverneurs : un tiers étudiant, un tiers personnel enseignant et non-enseignant et un tiers représentants directs du peuple québécois.

« L'université, disait-on en substance à la fin du manifeste distribué lors de la manifestation, doit briser ses liens avec les classes dirigeantes qui exploite [sic] le peuple. L'opération McGill est une étape de la libération du Québec : il s'agit de libérer McGill, de la rendre au peuple québécois⁵⁴. » Pour justifier de telles réclamations, on ne se gênait pas pour rappeler que seulement 8 % des professeurs étaient canadiens-français (22 % étaient américains ou britanniques⁵⁵), une situation qui frôlait l'absurde au Département de français où seulement trois professeurs sur quarante étaient québécois. Seulement une fraction des étudiants de McGill avait le français comme langue maternelle, et un nombre encore plus réduit de ceux-ci venaient du Québec. Après une tournée des syndicats et des cégeps, et l'impression de centaines de milliers de tracts, journaux, documents, dossiers, collants, affiches, on visait à convaincre de la nécessité d'un redressement.

Si des groupes syndicalistes encourageaient l'Opération McGill français, du côté des grandes organisations nationalistes, l'appui était plus mitigé. Tout comme Fernand Daoust, vice-président de la FTQ, Marcel Pepin, président de la CSN, faisait parvenir une déclaration de presse dans laquelle il déclarait endosser le projet de conversion de l'Université McGill en une institution de langue française d'ici 1972⁵⁶. Le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (mais point la CSN comme telle) accordait aussi son appui à la marche sur McGill et recommandait à ses affiliés la distribution de *Bienvenue à McGill*. Michel Chartrand déclarait vouloir en finir avec le bastion

fasciste de McGill. Le Syndicat des professeurs de l'Université de Montréal (SPUM) se disait d'accord avec les revendications de Stanley Gray et de ses disciples. « *When professor Gray speaks of the necessity of McGill's becoming primarily a French institution, it seems evident to me and to many of my colleagues at the university that this is the only solution if the people of Quebec are concerned about remaining French and deciding their own destiny*⁵⁷. » En revanche, de peur, sans doute, de passer pour extrémiste, la société Saint-Jean-Baptiste souhaitait l'élimination d'une des trois universités anglaises de Montréal, idéalement sir George Williams, et sa transformation en établissement francophone⁵⁸, mais condamnait la marche. Le Parti québécois se dissociait également de l'Opération McGill français⁵⁹.

LA MARCHÉ DU 28 MARS 1969

Pour s'assurer de la venue du plus grand nombre possible de manifestants, des autobus emmenèrent, le jour de la marche, des gens d'aussi loin que Hull, Saint-Jérôme, Québec et Saint-Hyacinthe. Finalement, le soir du 28 mars, c'est environ 10 000 personnes (7 000 selon les journaux anglophones, 15 000 selon les journaux francophones) qui, partis du Carré-Saint-Louis, se dirigèrent vers l'Université McGill par la rue Sherbrooke, où ils arrivèrent vers 21h30. Ils arboraient, sur leurs pancartes, des figures de Vallières, Gagnon, Pierre-Paul Geoffroy et Che Guevara, ainsi que le fleurdelisé, le drapeau rouge et le drapeau des patriotes. Les slogans étaient nombreux et diversifiés : « À bas la CTM », « Y en pu d'police », « Vive le taxi libre », « Lévesque traître », « McGill français », « McGill aux travailleurs », « McGill aux Québécois », « Québec aux Québécois ». Les attendaient au campus de McGill une centaine de policiers portant des casques blancs et maniant des gourdin, ainsi que 3 000 spectateurs canadiens-anglais. 1 300 policiers étaient prêts à être déployés en cas d'urgence. L'université avait fait installer des haut-parleurs et des projecteurs sur le toit des édifices.

La manifestation se déroula dans le calme, entrecoupée de slogans politiques comme le favori : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat. » Lemieux et Gray prirent un haut-parleur pour annoncer à la foule que « la marche avait atteint son but » et qu'ils fallait maintenant se disperser. Une heure après leur arrivée devant les portes du Roddick Gate, des marcheurs brûlèrent des drapeaux, lancèrent des bouteilles et des bâtons de hockey vers la police et allumèrent des pétards. Une poignée d'étudiants anglophones en colère leur répondirent en chantant « *God Save our Queen* » (on raconte que les toilettes de McGill étaient pleines de graffitis haineux contre les « *French bastards* » et les « *frog lovers* »). Quelques altercations eurent lieu, ce qui donna

le signal à la police pour intervenir et disperser les manifestants. Ceux-ci s'en retournèrent alors chez eux par les rues Sainte-Catherine et Maisonneuve, non sans briser sur leur chemin quelques vitres de magasins (Eaton, Simpson) et allumer des feux dans les poubelles publiques. En définitive, peu de blessés, peu de grabuge et peu de casse. Le lendemain de la marche, les journaux canadiens-anglais se félicitaient que l'armée ait su si bien contrôler les émeutiers et disperser la foule menaçante. Pour eux, en bout de course, la marche sur McGill sur résu-mait à une superbe démonstration de l'efficacité policière. L'édition du 7 juin de *The Gazette* s'ouvrait sur une photo géante de quatre policiers en habit anti-émeute et tenant dans leurs mains de lourds gourdins d'un air menaçant. À l'intérieur du journal, les articles tournaient tous autour de la catastrophe évitée grâce à la discipline et à la puissance des forces de l'ordre. « *They marched out in three platoons. Keeping together, acting as one, pushing and jabbing with their three-foot hickory riot sticks, they drove the crowd east and west along Sherbrooke and down the side streets. It was a remarkable illustration of how a body of men can control a mob*⁶⁰. »

IL N'Y AURA PAS UN, DEUX, PLUSIEURS MCGILL

L'Opération McGill français fut la plus grande manifestation au Québec depuis la Seconde Guerre mondiale. Son succès encouragea les membres du FLP (dans lequel on retrouvait Stanley Gray et Louis Beaulieu) et du MSP à continuer leurs actions d'éclat. Par exemple, après la marche du 28 mars, des étudiants, échaudés par une déclaration de Bertrand selon laquelle l'avenir de l'Union nationale ne les regardait pas, décidèrent de perturber le congrès à la chefferie de l'Union nationale, prévu pour la mi-juin. Les infatigables Raymond Lemieux et Stanley Gray réussirent à s'allier des grévistes de la construction, des syndiqués de la Côte-Nord, des enseignants, des fonctionnaires provinciaux, des chômeurs de la Vickers, ainsi que des membres des comités d'action des cégeps et de certains comités de citoyens de Montréal afin de « régler leurs comptes » avec le gouvernement de Jean-Jacques Bertrand et organiser une sorte d'anti-congrès. Comme pour l'Opération McGill français, un journal tiré à plus de 300 000 exemplaires et des affiches imprimées à 75 000 copies devaient faire connaître les buts de l'événement. 3 000 protestataires se rendirent aux abords du Colisée de Québec le soir du 22 juin, où les y attendaient de pied ferme une meute de policiers, qui arrê-tèrent une soixante de personnes qui lançaient des pierres et des cocktails molotov et brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Trudeau, Bertrand, écœurants » ou encore « Québec, État policier⁶¹ ».

Il y eut d'autres émeutes en cet été chaud 1969, dont l'attaque contre la statue de saint Jean Baptiste lors du défilé du 24 juin à Montréal. « Il faut développer, écrivait Gray, des programmes de combat avec un contenu vraiment révolutionnaire. » Pour élever la conscience politique des Québécois, Gray suggérait de créer « 2-3-4 McGill », comme Che Guevara souhaitait la création de deux, trois, plusieurs Vietnam, pour ainsi provoquer une escalade des luttes⁶².

Mais cet appel restera sans suite. La radicalisation des actions entreprises à la base ne débouchera pas sur un embrasement populaire général. Exemple de cette débandade, presque un an plus tard, en janvier 1970, le MSP de Sherbrooke et LIS organisèrent une manifestation contre l'Université Bishop, selon un plan calqué sur l'Opération McGill.

La LIS [nouveau nom de la MIS] trouve que la situation de Bishop reproduit, en plus petit, celle de McGill : subventions considérables de sources privées ; grosse proportion d'étudiants étrangers (entre 16 et 20 pour cent) ; subventions gouvernementales démesurées par rapport à la population anglophone de la région ; étude des Québécois comme « indigènes » ; statut d'étudiant universitaire accordé à 25 pour cent d'étudiants qui sont de niveau collégial, ce qui donne droit à des subventions plus généreuses de la part du gouvernement ; et enfin, perpétuation d'un système qui produit les piliers irréductibles de la minorité unilingue anglaise du Québec qui s'oppose avec entêtement à s'intégrer à la nation québécoise francophone⁶³.

Pourtant, malgré cette rhétorique qui avait si bien fonctionné l'année précédente, la manifestation de Sherbrooke se soldera par un échec complet.

Que manquait-il à la révolte pour qu'elle réussisse à faire plier le pouvoir ? Le problème, écrivait Gray, c'était que le mouvement étudiant flottait encore trop « de crise en crise, de bordel en bordel, sans construire une organisation de base structurée, sans faire une éducation socialiste poursuivie avec la population et sans développer une stratégie cohérente. Le FLP, par exemple, n'a pas une image publique comme mouvement socialiste – la population ne comprend pas – mais a surtout une identité de nationalistes extrémistes qui aiment la violence et organisent les émeutes⁶⁴ ». Mais, au-delà cette explication stratégique, d'autres facteurs permettent de comprendre que l'Opération anti-McGill n'ait pas débouché sur une série d'actions du même type. Parmi celles-ci, la fondation de l'UQAM avait fait disparaître les craintes de ne pouvoir trouver une place dans les institutions d'enseignement supérieur ; les cégeps, créés dans la hâte, avaient peu à peu mis en place des moyens pour canaliser et mieux structurer les aspirations des étudiants ; le Parti québécois avait donné une voix au désir de changement des nationalistes. Mais

aussi, peut-être plus fondamentalement, l'horizon des militants s'était radicalement élargi. Six mois après la marche sur le campus de McGill, l'agitation autour du Bill 63 montre que les préoccupations avaient changé. D'un côté, la cible des étudiants n'étaient plus un établissement scolaire, aussi prestigieux soit-il. C'était, désormais, le Québec en entier. De l'autre côté, comme le rappelait Gray, les stratégies ne favorisaient plus les actions sporadiques, spontanées, anarchistes, un peu à la manière de la guérilla felquiste. Désormais, les militants sentaient que leur révolte débouchait sur l'impasse à moins d'être informée par une théorie solide et scientifique et d'être fondée sur une organisation prolétarienne rigoureuse. Mais cela, c'est une autre histoire.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Cité par Herman Buller, « McGill University and an Aroused Quebec », dans *Canadian Jewish Outlook*, mai 1969, p. 10.
2. Voir l'article de Lysiane Gagnon dans ce numéro.
3. Le FLP avait été créé en mai 1968, après l'abandon de l'idée de transformer le RIN en un parti des travailleurs. Créé en mars 1968 par quelques militants déçus du RIN, dont Andrée Ferreti, le CIS flirte avec le marxisme-léninisme, avant de se scinder quelques mois plus tard à la suite d'une querelle idéologique interne. Ce qui deviendra la CIS-gauche se dote résolument d'un programme d'inspiration maoïste. Le groupe fusionne avec le FLP en juin 1969. Le Mouvement de libération du taxi a été créé au tout début de l'automne 1968 par des chauffeurs de taxi, des intellectuels et des ouvriers adeptes de l'action directe.
4. Anonyme, « Le mouvement étudiant au Québec (1964-1972) », *Mobilisation*, vol. 4, n° 2, octobre 1974, p. 13.
5. Jack Lazarovic, « Cabbies, Students Hit Murray Hill », *McGill Daily*, 31 octobre 1968, p. 3.
6. Claude Bertrand et Denis Châteauneuf, « Un événement lourd de sens : l'alliance taxi-étudiants contre Murray Hill », *Le Quartier Latin*, 5 novembre 1968, p. 5.
7. Il faut dire que, dans le milieu anglophone, la situation est aussi très tendue. Par exemple, le 19 mars 1969, une soixantaine d'étudiants avaient manifesté devant l'Université Sir George Williams contre le renvoi d'un professeur de sociologie, le marxiste et indépendantiste David Orton. Des échauffourées avaient eut lieu entre des étudiants plus modérés qui avaient tenté de provoquer les gauchistes. Les policiers qui surveillaient la manifestation intervinrent pour disperser les uns et les autres et les intimé de rentrer chez eux. Un peu auparavant, avait eut lieu le saccage du centre information (deux millions de dollars de dégâts) par des étudiants en colère contre le supposé racisme de l'institution. Lire Marcel Martel, « S'ils veulent faire la révolution, qu'ils aillent la faire chez eux à leurs risques et périls.

Nos anarchistes maisons sont suffisants” : occupation et répression à Sir George-William », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 1, automne 2006, p. 163-177.

8. Anonyme, « Out of the Womb and Into the World », *McGill Daily*, 25 septembre 1967, p. 6.

9. Le McGill Radical Students Alliance, dirigé par Stanley Gray, contrôle alors le Student Council, les huit sièges étudiants sur le sénat élargi à 65 membres et *The McGill Daily*.

10. Anonyme, « McGill : qui sert-elle ? », *Bienvenue à McGill*, mars 1969, p. 3.

11. Mark Starowicz, « Why Was this Man Honored ? », *McGill Daily*, vol. 58, n° 10, 10 octobre 1968, p. 1 et 5.

12. Marc Raboy, « Das Kapital », *McGill Daily*, 27 janvier 1969, p. 4.

13. Cité par Anonyme, « Au cri de McGill aux Québécois, six des huit étudiants du sénat démissionnent », *Québec-Press*, 26 octobre 1969, p. 9.

14. Le Mouvement pour l'intégration scolaire (qui changea de nom pour la Ligue d'intégration scolaire en mars 1969) fut formée à l'occasion du conflit scolaire à Saint-Léonard, sous l'impulsion de l'infatigable Raymond Lemieux. Ce dernier voulait, un peu comme « che » Guevara, créer deux, trois, plusieurs nouveaux Saint-Léonard dans tout le Québec. Au début du mois de novembre, il lança l'Opération-dépliants, distribuant 300 000 tracts afin de faire connaître la philosophie du mouvement. Le 3 décembre 1968, déjà, onze membre du MIS avaient occupé le centre d'information du campus McGill pendant quatre heures, avant d'être évacués par la brigade anti-émeute. Ils s'étaient alors écriés : « Nous serons de retour ! »

15. Créé vers février 1969, le MSP avait pris le relais de l'Union générale des étudiants du Québec, morte sous le poids de ses contradictions en mars 1969. Allié au FLP et au CIS, qui avaient été derrière l'Opération Murray Hill, le MSP cherchait à exacerber les tensions afin de provoquer un affrontement global entre les forces populaires et les pouvoirs établis.

16. Paul Béland, « Que sont devenus les leaders d'octobre 68 ? », *Le Quartier Latin*, vol. 1, n° 1, septembre 1969, p. 18.

17. Raymond Lemieux, cité par Herman Buller, « McGill University and an Aroused Quebec », *Canadian Jewish Outlook*, mai 1969, p. 10.

18. A. J. Roche, cité par Andrew Allen, « McGill Québécois », *The McGill News*, vol. 50, n° 4, juillet 1969, p. 12.

19. Anonyme, « McGill à l'Université du Québec ? », *Sept-Jours*, 5 avril 1969, p. 16.

20. Herman Buller, « McGill University and an Aroused Quebec », *Canadian Jewish Outlook*, mai 1969, p. 9.

21. Lysiane Gagnon, « Teach-in à McGill : Nous sommes entourés d'une mer anglophone », *La Presse*, 5 mars 1969, p. 50.

22. Au lieu de l'habituel tirage de 14 000.

23. Stanley Gray, « McGill : option ANTI-QUÉBEC », *Bienvenue à McGill*, mars 1969, p. 4. Pour répondre aux accusations contenues dans l'édition française du *McGill Daily*, l'Université McGill avait décidé de distribuer dans les universités et les cégeps de Montréal un fascicule de quatre pages rédigé uniquement en français, dans lequel certains chiffres, énoncés sans commentaires, donnent de la situation de McGill un portrait plus nuancé (entre autres, au chapitre des frais de scolarité, plus près, dans l'ensemble, des autres universités québécoises, que ce qu'insinuent les organisateurs de la marche).
24. Comité des étudiants de McGill appuyant la manifestation du 28 mars, [sans titre], *Bienvenue à McGill*, mars 1969, p. 2.
25. Students' Council, cité par Anonyme, « What the Martlet Hears », *The McGill News*, vol. 50, n° 3, mai 1969, p. 4. Leon Harris et David Dent, « McGill March Opposed by Students' Society », *The Gazette*, 27 mars 1969, p. 1. Claude-Guy Jasmin, « Les étudiants de McGill ne sont pas d'accord », *Montréal-Matin*, 27 mars 1969, p. 3.
26. The Internationalists, « Statement by the Internationalists Concerning "Operation McGill" », 28 mars 1969, Montréal.
27. Anonyme, « Under Attack – Shaws Fights for McGill », *The Gazette*, 28 mars 1969, p. 7. Robert Shaw, « Shaw Calls for Support, Protection of McGill University », Information Office, McGill University Press Release, p. 2.
28. Wilder Penfield, « The University », conférence prononcée au Canadian Club, Montréal, 24 mars 1969, p. 1 et 7. Reproduite dans Wilder Penfield, « Université, contestation et violence », *Le Devoir*, 26 mars 1969, p. 5.
29. *Ibid.* « *The extremists in the universities of Quebec, and those in the labor organizations, and those in the separatist organization, have a common objective. They are mad and blind only to the extent that Adolf Hitler was mad and blind.* » Lire aussi l'édition du 17 mars 1969 du *McGill Reporter* (vol. 1, n° 24) où l'on suggérait d'envoyer Stanley Gray en Pologne et où l'on comparait le nationalisme au nazisme.
30. Michael Oliver, cité par Andrew Allen, « McGill Québécois », *The McGill News*, vol. 50, n° 4, juillet 1969, p. 11.
31. Laurier Lapierre, « McGill et la société québécoise : être du Québec et non plus seulement au Québec », *Le Devoir*, 24 mars 1969, p. 4.
32. H. Rocke Robertson, cité par Patrick Nagle, « H. Rocke Robertson : Man in the Middle », *The McGill News*, vol. 50, n° 3, mai 1969, p. 9.
33. Lucien Langlois, « N'exagérons rien », *Montréal-Matin*, 14 mars 1969, p. 6.
34. Claude Ryan, « McGill et son avenir », *Le Devoir*, 26 mars 1969, p. 4. Voir aussi Anonyme, « Québec a donné des instructions à la police », *La Presse*, 26 mars 1969, p. 1.
35. Mark Starowicz, « Terrorism in the Press. An Analysis of the Press Coverage of "Operation McGill" », *McGill Daily*, vol. 58, n° 88, 2 avril 1969, p. 6.
36. Sophie Wollock, « March 28 – Will This Be a Day to Remember », *The Suburban*, vol. 7, n° 3, 19 mars 1969, p. 1.

37. Le ministre fédéral de la Justice, John Turner, avait affirmé avoir reçu une demande d'aide militaire et de la GRC de la part de Québec. Jean-Jacques Bertrand commentera cette déclaration en la qualifiant d'« écœurante ». (François Trépanier, « Jean-Jacques Bertrand l'a-t-il demandé? », *La Presse*, 28 mars 1969, p. 1).
38. La Direction, « Le glissement vers l'anarchie », *La Presse*, 14 février 1969, p. 4.
39. Madame Untel, « Ce qu'en pense ma voisine », *Montréal-Matin*, 24 mars 1969, p. 6.
40. Cité par Anonyme, « Unanimous reaction over takeover. "They have no business here", angered students proclaim », *Montreal Star*, 4 décembre 1968, p. 87.
41. Pierre Bédard, cité par Robert Plaskin, « McGill Marchers Argue Details Short Hours Before Showdown », *The Montreal Star*, 28 mars 1969, p. 33.
42. François Bachand, « Can Quebec Win True Independance », *The Review*, 31 janvier 1969, p. 2-3.
43. Anonyme, « Enragés et enragées », tract, mars 1969.
44. Roger Laporte, cité par André Beauvais, « Les étudiants craignent la provocation de la police! », *Montréal-Matin*, 25 mars 1969, p. 10.
45. Anonyme, « La police interdit la vente sur la rue du journal de McGill », *La Presse*, 21 mars 1969.
46. Le comité organisateur avait surpris des policiers en train de filmer et enregistrer leur réunion, tenue dans une salle du Cégep du Vieux-Montréal. Il avait alors pris la décision, prétendument, de s'emparer de leur matériel d'espionnage d'une valeur de 3 000 \$. Arrêté, Bachand aurait, selon la police, été blessé alors qu'il tentait de s'échapper, alors que, selon les étudiants, il aurait été torturé (C. J., « Arrêté en sortant de la cour », *Journal de Montréal*, 25 mars 1969).
47. « [...] la bastille symbolisait une domination : celle des rois arbitraires sur le peuple impuissant ; McGill symbolise une domination ; celle du conquérant anglais, arrogant et nanti, sur le peuple francophone démuné. Avec la bastille, c'était le bon plaisir du roi qui primait les droits du peuple. Avec McGill, c'est l'intérêt d'une minorité anglophone qui l'emporte sur les besoins de l'immense majorité des Québécois de langue française. McGill, c'est la conquête anglaise de 1760 qui persiste dans tout ce qu'elle a de plus écrasant, de plus hautain, de plus générateur de différences sociales et économiques entre le conquérant et le conquis. [...] Elle s'est, depuis sa fondation au siècle dernier, donné pour mission de servir l'Establishment anglais, la finance anglo-américaine, l'autorité anglo-américaine, à même les sueurs et les taxes de l'ouvrier canadien-français. » Marcel Chaput, « McGill, Bastille du Québec », *Journal de Montréal*, 27 mars 18969, p. 8.
48. Steve Hendler, « Racism Rears Head at Meeting », *The Montreal Star*, 27 mars 1969, p. 6.
49. Stanley Gray, cité par Patrick Nagle, « H. Rocke Robertson : Man in the Middle », *The McGill News*, vol. 50, n° 3, mai 1969, p. 8.

50. Michel Vadeboncœur, « Des anglophones crient : McGill français ! », *La Patrie*, 16 mars 1969, p. 5.
51. Anonyme, « Who's afraid of a French McGill », *Le Sainte-Marie. Journal des étudiants du collège Sainte-Marie de Montréal*, vol. 14, n° 8, 24 mars 1969, p. 2-3.
52. « C'est la majorité française qui paie pour McGill, à même ses impôts », Stanley Gray, « McGill : option ANTI-QUÉBEC », *Bienvenue à McGill*, mars 1969, p. 4.
53. Stanley Gray, « McGill et le viol du Québec », *Le Sainte-Marie. Journal des étudiants du collège Sainte-Marie de Montréal*, vol. 14, n° 8, 24 mars 1969, p. 4-6.
54. Anonyme, « L'opération McGill continue », Montréal, [sans édition], 30 mars 1969, p. 8.
55. Andrew Allen, « McGill Québécois », *The McGill News*, vol. 50, n° 4, juillet 1969, p. 13.
56. Herman Buller, « McGill University and an Aroused Quebec », *Canadian Jewish Outlook*, mai 1969, p. 10.
57. Charles Prevost, « Gray is a Quebec Issue », *McGill Daily*, 5 mars 1969, p. 7.
58. Anonyme, « Selon la SSJB, rien ne justifie 2 universités de langue anglaise à Montréal », *Montréal-Matin*, 26 mars 1969 ; Anonyme, « La SSJB de Montréal se dissocie de la manifestation de vendredi prochain », *Le Devoir*, 26 mars 1969.
59. « Dès le départ, de dire M. Lévesque, la dite manifestation nous a paru mal inspirée. Tenant compte d'informations assez inquiétantes et que l'on espère inexactes sur le tournant possible de l'événement, nous invitons tous nos membres à se tenir à l'écart d'une manifestation qui s'avère contraire à l'orientation politique, au principe d'action démocratique et au programme officiel du Parti québécois. » Daniel Marsolais, « McGill engage 300 gardes privés pour assurer la défense de ses bâtiments », *Le Journal de Montréal*, 28 mars 1969, p. 4.
60. Anonyme, « How the Cops Handled It », *The Gazette*, 7 juin 1969, p. 9.
61. Anonyme, « L'anti-congrès », *Le Devoir*, 23 juin 1969, p. 2.
62. Stan Gray, « Octobre 2 pour les étudiants du Québec », *Le Quartier Latin*, vol. 52, n° 4, 1^{er} novembre 1969, p. 36.
63. Gérald Godin, « Une "opération McGill" contre Bishop University », *Québec-Press*, 25 janvier 1970, p. 8.
64. Stanley Gray, *Mobilisation*, février 1970, cité par Anonyme, « Le mouvement étudiant au Québec (1964-1972) », *Mobilisation*, vol. 4, n° 2, octobre 1974, p. 17.